

NOS POTINS - VILLE

Une clinique sans malades

Du jamais vu dans les annales médico-hospitalières : une grande clinique comme celle de Bukavu est sans malades. Des patients la fuient suite au coût fort élevé des honoraires dignes de richards. Une simple consultation revient facilement à un milliard si pas plus ! Non, estiment certaines langues pendues. C'est une mauvaise campagne contre le médecin-directeur de la part de ses confrères venus d'ailleurs. A cette cabale s'ajoute le non-paiement des primes des para-médicaux. Que le médecin-inspecteur se penche sérieusement sur ce cas fort intéressant de la clinique !

Le parti est logé "5/5"

Nombreux sont les partis politiques qui tirent le diable par la queue et qui n'ont pas de référence d'honorabilité. Même les plus importants ou ceux qui clament être sérieux ne sont pas logés à la bonne enseigne. Plusieurs ont élu domicile chez leurs présidents. Certains ont préféré la promiscuité des hôtels, bars, cafés ou bureaux des membres influents. Comme qui dirait, le parti est logé "5/5". Sans problème. N'y a-t-il pas une réglementation en la matière pour régenter la vie tumultueuse des partis en cette période de turbulence politique ? Où est le sérieux lorsqu'on sait qu'un parti peut violer l'intimité de ses dirigeants ?

Justice populaire à Bukavu

Trois morts en trois jours au seul mois de septembre '93, tel est le triste bilan de la chasse aux voleurs à main armée et autres sentinelles des zones urbaines de Kadutu et Ibanda, dans les quartiers Cimpunda et Essence. Décidément la justice populaire s'est installée à Bukavu où un cri "au voleur" suffit pour s'attendre la nuit à des morts d'hommes, sous les coups de bâtons, de machettes et par le jet de lourdes pierres qui rendent en lambeaux des corps humains souvent étalés et en tenue d'Adam dans la rue au vu et au su des enfants. Ces jeunes garçons et filles de 3 à 12 ans, communément appelés à tort ou à raison le "Zaire de demain".

Salubrité publique, connais pas

Le chien écrasé, dans la nuit du 15 au 16 septembre dernier sur la principale artère de la ville de Bukavu, a été inhumé finalement le dimanche 19 du même mois dans les parages par un hôtelier du coin. Alors que la dépouille du cabot était déjà dans un état de putréfaction avancée. Qui incommodait tous les passants. N'eût-été l'intervention de cette bonne volonté, la voie allait s'interdire au public. Sans trop gêner les autorités politico-administratives et leurs services compétents dont la salubrité publique semble le cadet des soucis. C'est tout dire !

Surprise désagréable ou attentat ?

Le "délestage" du courant électrique au niveau de la Ruzizi a surpris l'autre jour au "Bodega" les invités du consul burundais dont le gouverneur de région du Sud-Kivu en personne. Une longue interprétation a fait dire au révérendissime pasteur qu'il s'est agi d'un attentat. Ou alors, comme le chuchotaient d'autres personnes, d'un sabotage destiné à rappeler au n°1 de la région le mauvais service que les "dahuleurs" ne cessent de rendre à la Snel et à l'autorité qui n'arrive point à les sanctionner. Toutefois, les "électriciens" doivent également être prudents pour éviter les surprises désagréables comme celles vécues le 22 septembre au soir.

Domaine présidentiel violé

Les responsables des titres fonciers et des cadastres au Sud-Kivu doivent se mordre le doigt pour avoir vendu à des grands commerçants locaux et venus d'ailleurs le domaine de la résidence officielle du chef de l'Etat située dans la zone d'Ibanda non loin de celle du gouverneur. Ce dernier ne cesse de verser des larmes de crocodile en avouant que l'ancien conservateur Yassa est à la base de cette situation. Pourtant un arrêté signé par la région couvre cette opération illicite. Nous pensons que le gouverneur aura le courage d'annuler les contrats de ces parcelles comme il l'a fait pour d'autres.

Ca barde à Alfajiri

Au Collège Alfajiri, le climat est l'orage à la veille de la rentrée scolaire. Les multiples réunions entre autorités scolaires, parents et enseignants n'ont abouti à rien. La reprise demeure hypothétique. Au contraire l'on a chassé un enseignant impénitent, qui a osé soulever le problème de paiement des primes dont une partie serait une contribution des donateurs étrangers.

Pour un recyclage des chefs coutumiers

L'ordonnance-loi n° 82-006 du 25 février 1982 confie la gestion des affaires reconnues par la loi entre autres au chef de collectivité qui dans les collectivités-chefferies détient également le pouvoir coutumier en sa qualité de mwami. Par ailleurs, les décrets coordonnés sur les juridictions indigènes attribuent la présidence des tribunaux principaux et secondaires des collectivités aux chefs coutumiers. Malgré de si larges pouvoirs accordés aux chefs en vue de conduire la population sur le chemin du développement et du bien-être, celle-ci est cependant de plus en plus brimée et spoliée.

Et pour causes ! La Deuxième République a entretenu une fausse image du chef héritée de la colonisation qui a réussi un véritable détournement du pouvoir coutumier au profit de ses intérêts. Le rôle du chef était devenu coercitif et même répressif en cas de résistance. La population n'avait qu'à obéir et à se taire. D'autre part, la vulgarisation des textes des lois n'a jamais été menée par l'autorité de la Deuxième République. Celle-ci s'est contentée des interventions législatives brusques et soudaines dans l'ignorance totale de la population et des autorités locales.

Dans le souci d'informer les populations sur leurs droits en cette ère de démocratisation, plusieurs campagnes, sessions et ateliers doivent être organisés. Et pour être complète, cette démarche doit intégrer également les chefs coutumiers. D'abord parce que leurs vastes pouvoirs les rendent incontournables. Ensuite parce qu'ils sont pointés comme les principaux violateurs de la population.

Dès lors la protection de la population et son développement se feront ou ne se feront pas sans la participation des principaux intéressés. Une étude récente a d'ailleurs stigmatisé le comportement des grandes ONG de la place, détentrices des moyens importants et se vantant de plusieurs années de terrain mais dont la démarche consiste essentiellement à s'attaquer aux conséquences (famine...) tout en se gardant d'attaquer les causes (mauvaise répartition des terres...).

Aimé Wata Lumbu
Juge au Tribunal
d'Uvira

Kyamukoko éveille Shabunda

L'association dénommée "Kyamukoko" a, du 15 au 21 mai 1993 en son siège de Matili, réuni 150 délégués des comités de base de développement dans un séminaire axé sur l'amélioration de l'habitat et la modernisation des agglomérations paysannes à forte densité démographique de la zone de Shabunda. Des agglomérations telles que les localités de Matili avec 18.792 habitants, de Nzovu et Mulungu avec plus de 8.000 âmes chacune ainsi que de Katshungu, Kalole, Lugungu, Penekandolo et Penekusu dont la population de chacune dépasse 5.000 habitants.

Kyamukoko est un projet de développement communautaire intégré et d'appui aux initiatives locales de base de la zone de Shabunda. Une zone marginalisée dans une région forestière enclavée depuis les années 1974 et à laquelle ni la politique gouvernementale ni les ONG ne se sont guère intéressées, hormis

quelques actions ponctuelles des missionnaires catholiques de la congrégation des pères xavériens.

Kyamukoko compte déjà à son actif quelques réalisations dont la construction des maisons en matériaux durables (58 à Matili et 200 dans le groupement des Beygala). Pendant que chaque famille de ses membres aménage un étang piscicole et pratique le petit élevage domestique à côté des nouvelles cultures vivrières (soja, haricot...) jadis inexistantes dans cette contrée qui est en train de voir des postes sanitaires de secours s'ériger dans certaines de ses localités. Entre-temps, les membres de Kyamukoko se mobilisent pour rouvrir si pas entretenir des tronçons routiers accessibles mais longtemps impraticables dans le souci de désenclaver leur zone d'action.

Initié en octobre 1990 par Ladislav Shabani Ithumba, le projet "Kyamukoko" est devenu réellement opérationnel en 1991. Il est dirigé par un conseil d'administration de 6 membres ci-après : Ladislav Shabani Ithumba (président), Raymond Moligi Mabanze (administrateur), Joseph Kyalangilwa Muyengo (administrateur), Willy Mulumbu Shindano (secrétaire exécutif), Irène Kabala Zabalega (chargée des finances) et Stanislas Munkina (superviseur des comités de base).

On notera que le terme "Kyamukoko" est tiré de la langue lega et désigne le travail collectif exécuté par un groupe des gens vivant dans un espace géographique déterminé et poursuivant les mêmes objectifs.

Willy Mulumbu Shindano
Secrétaire exécutif
du projet "Kyamukoko"

Electrifier Kishoke en zone de Kabare !

Dans la paroisse de Birava en groupement d'Irhambi-Katana, zone de Kabare, une ONG dénommée "Comité de santé et de développement de Birava" (CSDB), a mis en chantier un projet ambitieux.

En effet, dans le programme du CSDB, il est prévu l'entretien des routes, l'aménagement des sources et l'entretien des pépinières, l'animation sanitaire et l'électrification du milieu rural.

Pour ce dernier volet, une association dénommée APEK, qui est un appendice du CSDB, a été créée à Kishoke. Sa tâche essentielle est d'entrer en contact avec les responsables de la SNE/Bukavu afin d'obtenir l'électrification du coin !

Eugène Nyangaka Kabamba
Etudiant à l'ISGEA/Bukavu

Solidarité dans la souffrance

C'est dans la souffrance que les hommes sont solidaires. Ce n'est pas le cas pour les leaders de l'opposition zaïroise ; principalement ceux de l'opposition radicale et le peuple zaïrois. J'estime que le peuple zaïrois partage une destinée plus ou moins commune : le système dictatorial de Mobutu. Le peuple zaïrois en général et l'opposition en particulier ne peuvent pas demeurer des êtres isolés. Je pense que si le système Mobutu tant combattu résiste jusqu'à ce jour, c'est parce que le peuple zaïrois est divisé et cela conformément au caractère d'un peuple malheureux, souffrant plus ou moins selon les milieux d'origine.

Le Zaïre souffre. Que faire pour conjurer la dictature de Mobutu ? Au lieu d'être solidaire et combattre la main dans la main, on se contente de briser les liens solidaires. On se berce d'illusions et l'on court à la catastrophe. Soyons solidaires, frères du Sud-Kivu ; ainsi aurons-nous apporté notre contribution à la démocratie naissante.

Salubika Matchemba
Agrégé en lettres
B.P. 74 Uvira

Des coquilles dans l'édition n° 445

Lecteur assidu de l'hebdo Jua, je me permets, après autopsy de votre édition n°445 du 11 août dernier, de relever et de déplorer quelques coquilles, par mégarde ou consciemment glissées sur trois pages du journal.

Au sujet des accords d'Arusha sur le problème rwando-rwandais, le colonel Alexis Kanyangwe a été remplacé curieusement par feu Alexis Kagame. Tout comme le lycée Bideka des écoles conventionnées protestantes CELZA a été cédé à la CEPZA dans l'article "La Sonas en détresse accuse".

Par ailleurs, il est vrai que Mme Sylvie Kinigi, l'actuel Premier ministre burundais, a travaillé avec Adrien Nsibomana au programme de réajustement structurel du ministère du plan et développement. Cela ne signifie pas qu'elle y a exercé la lourde fonction de ministre.

Chose grave, en page des sports, vous semblez affirmer que la finale de "la Coupe des nations permettra aux trois sélections nationales africaines qui seront qualifiées à la Coupe du monde USA'94" de parfaire leur formation alors que deux de ces trois équipes favorites étaient déjà écartées de la finale de Tunis, à savoir le Cameroun et le Maroc. Les points obtenus par le Zaïre et le Kenya en ce temps-là étaient de 8 points et non 6. Le Zaïre principalement ayant marqué 12 buts, respectivement contre le Mozambique, le Kenya et le Lesotho.

Kitamuka Kasomo Lutoga
Etudiant en G1/ISTCE-Uvira

Ndlr: Merci de votre contribution, cher lecteur !

Kabambare en marche

Nous avons lu à Kabambare le n°445 de Jua et vous informons que nous lisons notre hebdomadaire depuis plus de 15 ans ici. Le changement, cher Jua, est à Kabambare et non à Pangi au Maniema. Le commissaire de zone de Pangi, dont nous taisons le nom, jure du statu quo et combat la démocratie naissante au Zaïre : il ne travaille pas.

Il mène un dernier combat contre les partis du changement pendant qu'à Kabambare le commissaire Mawazo, un ancien militaire, a réussi à mobiliser tout le monde en moins de 4 mois pour la réhabilitation des ponts et chaussées, l'entretien des caniveaux, la construction des gîtes et bureaux de l'Etat.

Nous lui disons simplement "bravo" tout en demandant aux autres "comzones" de l'ex-Kivu de faire comme lui car peu ont la jeunesse de l'UDPS et du PDSC derrière eux, comme M. Mawazo. Il doit y avoir une raison.

Elocho Kongolo
Enseignant EPSP/Sarambilla
Zone rurale de Kabambare